

# Gérer les conflits entre étudiants de l'UCL

Martine Vandemeulebroucke

Le Soir, le 4 avril 1998

Par le brassage des populations qu'ils connaissent, les campus universitaires sont souvent des endroits de cristallisation des conflits ethniques. A Louvain-la-Neuve, on a pris conscience de ce danger dès les premiers mois qui ont suivi le génocide. Le risque, il est vrai, était d'autant plus grand que le monde catholique belge (flamand surtout) est réputé avoir fait preuve d'une grande complaisance à l'égard de l'ancien régime rwandais.

Les tensions entre Rwandais existent à Louvain-la-Neuve, c'est indéniable, reconnaissent les autorités de l'UCL, mais elles sont supportables. Entre Hutus et Tutsis, on s'évite, on traverse éventuellement la rue pour ne pas se croiser. Sans vouloir pour autant s'attribuer le mérite de ce « contrôle » des conflits, le service d'aide de l'UCL estime avoir pu jouer un rôle positif dans ce domaine. Depuis trois ans en effet, ce service social a organisé des formations à la gestion positive des conflits avec le centre pour étudiants étrangers Placet.

On ne pouvait pas rester sans rien faire, se souvient Guy De Beusscher, assistant social au service d'aide. Dès que l'UCL prêtait un local à l'un ou l'autre groupe, elle était accusée de favoritisme. Nous savions par expérience que les conflits dans un pays entraînent des conflits entre étudiants ici. Nous avons imaginé d'organiser des formations qui donneraient aux participants des outils pour apaiser les tensions.

La plupart des étudiants rwandais sont des doctorants, plus proches de la quarantaine que des 18 ans. Des personnes qui, dans leur pays, avaient déjà certaines responsabilités et qui se forment pour en avoir davantage encore. D'où l'utilité, estime le service d'aide, de travailler avec eux en profondeur.

La philosophie de base de ces formations est celle de la communication non violente mise au point par Marchal Rosenberg. Fin avril, une nouvelle session de six jours est d'ailleurs programmée. Les organisateurs constatent que ce sont très majoritairement des Africains issus de la région des Grands Lacs (Rwandais, Congolais et surtout Burundais) qui s'y engagent.

Bien sûr, les participants ne font pas partie des factions les plus dures, constate Guy De Beusscher, mais les deux ethnies, Hutus et Tutsis, sont représentées de manière relativement équilibrée. Et les tensions semblent plus vives entre Burundais.

Nous savons tous qu'il n'y a pas de solution miracle à la prévention des conflits, poursuit l'assistant social, mais je trouve positif qu'après la session de 1997 les étudiants aient continué à se voir.

La démarche ne convainc évidemment pas tout le monde. Cela peut être positif pour les personnes de bonne volonté, concède Gasana Ndobu pour le Comité pour le respect des droits

de l'homme et de la démocratie au Rwanda. Mais on ne peut pas tout régler par des relations morales. S'il y a des criminels sur le site, ils doivent être jugés.

Plusieurs éléments laissent penser que des « durs » de l'ancien régime se sont réfugiés à Louvain-la-Neuve. En 1995, des perquisitions ont ainsi visé Vincent Ntezimana, professeur de physique, dans les locaux universitaires. On a retrouvé des cartes vierges du Rassemblement pour le retour des réfugiés, qui réunissait des membres de l'ancien régime dans les camps.